

**MONTREAL, QUEBEC
LE 20 AVRIL 1986**

À Montréal, le débat est axé sur plusieurs questions différentes: les coûts et avantages de la course aux armements sur le plan économique, les effets du militarisme sur les économies des pays à la fois développés et en développement, le rôle des Nations Unies pour ce qui est de faire avancer les questions tant du désarmement que du développement. De même, on aborde le rôle du Canada à la Conférence de Paris, nos politiques permanentes dans les secteurs à la fois du désarmement et du développement, la polarité de vues sur l'articulation de ces politiques au Canada, et la nécessité perçue de concilier différents aspects de la politique publique du Canada, en tenant compte des relations canado-américaines, ainsi que du rôle des ONG et des particuliers dans le processus politique.

En élaborant sur le thème du rôle national, on affirme qu'il est difficile de concilier l'image traditionnelle du Canada en tant que partisan de la paix avec les politiques actuelles qui, selon certains, semblent plus étroitement axées sur des soucis de défense, y compris le commerce des armements, l'OTAN et NORAD. Étant donné l'orientation de la politique actuelle, on sent que l'image traditionnelle de notre pays pourrait devenir quelque peu floue et ne plus être nécessairement crédible.

En contraste avec cette approche, on affirme de façon péremptoire que le Canada ne dépense pas excessivement dans le secteur de la défense et en particulier à l'OTAN. En étudiant l'influence que le Canada pourrait exercer sur la scène mondiale, on laisse entendre qu'il ne serait pas crédible s'il renonçait à toutes ses responsabilités sur sa souveraineté, en réduisant encore davantage les crédits déjà limités qu'il consacre à la défense.

À propos des rapports entre le désarmement et le développement vus sous l'angle du développement, on recommande au Canada d'examiner soigneusement sa position en regard du militarisme, en tant que moyen de remédier au sous-développement et au chômage, par ex. dans les provinces maritimes, où les industries liées à la défense sont actuellement présentées à la population locale comme le seul moyen de sortir de la récession.

Sur le thème de vaste portée que représente la formulation de la politique étrangère, on laisse entendre que les questions qui en constituent l'ordre du jour n'ont pas